

Le 27 avril 2004

Le but ultime des budgets d'Ottawa et de Québec
Promouvoir l'impérialisme de Québec Inc et de Canada Inc



Paru dans « Le ton dans la cité », juin 2004

Pourquoi cet acharnement des gouvernements fédéral et du Québec à atteindre et maintenir le « déficit zéro », à baisser l'imposition des entreprises et des classes riches et moyennement riches et même à rembourser la dette publique ? Essentiellement pour financer l'impérialisme canadien dans le cadre de l'Accord de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALÉNA) et de l'ordre mondial étasunien tout en disciplinant les travailleurs et travailleuses du Canada et du Québec et en créant des occasions d'investissements par la privatisation.

Le capitalisme canadien est devenu depuis les années 80 et surtout 90 un important exportateur de capitaux et de marchandises. Depuis 1997, pour la première fois dans l'histoire du Canada, le total des investissements directs à l'extérieur est plus important que le total des investissements directs au Canada. Cependant, ces derniers ne contribuent désormais en rien au développement économique du Canada puisque 97% sont des prises de contrôle financées aux deux tiers par le capital financier canadien.

On songe, par exemple, à l'achat de BioChem Pharma par la Britannique Shire qui a sacrifié son laboratoire avant qu'une partie soit sauvée in extremis par son ancien propriétaire, ou aux ateliers du Canadien National acheté par Alstom en 1996 et qui les a fermés en 2003. Quand ces transnationales, tout comme celles du Québec et du Canada, ne « rationalisent » pas leurs opérations sur le dos du peuple québécois, c'est le PQ qui soudoyait les Ubi Soft et autres entreprises de jeux électroniques à coup de 25 000 \$ l'emploi.

On est presque heureux que les Libéraux aient mis fin à cette orgie péquiste même si ça signifie un abandon du développement économique « aux libres forces du marché », c'est-à-dire aux monopoles. Ni PQ ni Libéraux n'oseraient aller contre le credo néolibéral en nationalisant sans compensation les entreprises, souvent fortement subventionnées, qui ferment leurs portes comme par exemple GM à Ste-Thérèse. Plutôt s'incliner devant leur chantage en les gavant de subventions à la Kenworth.

Pour se faire une idée concrète de ce revirement des flux d'investissements internationaux depuis 1997, pensons à Bombardier qui une fois consolidée au Québec s'est étendue en Ontario puis aux ÉU et en Europe. La même chose s'est produite avec les imprimeries de Quebecor et les usines de papier de Cascade. C'est ça le Québec Inc. réellement existant que le PQ a soutenu avec sa politique néolibérale du « déficit zéro ». Québec Inc. l'en remercie beaucoup en leur préférant les Libéraux !

Le patronat québécois, en effet, déteste l'indépendantisme. Il reconnaît, cependant, que c'est fort utile pour tromper un électorat frondeur pendant qu'on coupe et qu'on appauvrit sous prétexte de « concertation » sur la base de l'alliance souverainiste. En temps normal, toutefois, Québec Inc. préfère ses partis « naturels », les Partis libéraux. S'ils deviennent trop contestés, comme cela arrive souvent au Québec, le patronat redécouvre le PQ et ça recommence. Dommage que maints syndicalistes se laissent prendre dans ce cercle vicieux en refusant de contribuer à fonder un parti des travailleurs et travailleuses, antinéo-libéral et indépendantiste.

Du PQ à Power Corporation

C'est, bien sûr, la même histoire du côté du Canada anglophone. Les Nortel, Magna (famille Stronach), Abitibi-Price, Alcan — son coup fourré de Davos contre Charest a bien montré qu'elle n'a que faire des états d'âme même des Libéraux — sans compter les intérêts pétroliers et miniers de l'Ouest canadien, ont essentiellement une stratégie d'expansion impérialiste. Les champions, cependant, de l'impérialisme canadien sont les banques et tutti quanti dont la part des investissements directs à l'étranger — la partie stratégique des capitaux investie à long terme et assurant le contrôle — est passé de 15% en 1983 à plus de 40% en 2002.

Les Libéraux canadiens, cependant, sont beaucoup moins contestés que les Libéraux québécois. Leur secret : jouer à fond la carte de l'unité canadienne afin de faire accepter qu'ils ont ramené les dépenses de l'État, en proportion de la production intérieure canadienne (PIB), à ce qu'elles étaient en 1950, essentiellement sur le dos des sans travail et des provinces, donc de la santé, de l'éducation post-secondaire et des pauvres. Ils ont même trouver le moyen de donner l'impression d'être contre les banques, en s'opposant à leurs fusions, et ainsi les « forcer » à faire des acquisitions hors frontières tout en donnant le temps à Power Corporation — on connaît les accointances libérales de la famille Desmarais — de devenir la sixième puissance financière canadienne en avalant un supplément de compagnies d'assurance.

Car la famille Desmarais, c'est politiquement important. Elle contrôle la plus importante chaîne de quotidiens du Québec et certainement la plus fédéraliste. Le *deal* est fort simple : on te laisse accéder au saint des saints du capitalisme canadien, toi le montréalais d'origine franco-ontarienne, en retour d'une bonne job de bras idéologique. Cette concession stratégique, qu'Ottawa avait refusé à Power il y a une vingtaine d'années quand elle voulut acquérir le Canadien Pacifique, Ottawa l'a fait maintenant, malgré la gronde des grandes banques. Car depuis le référendum de 1995,

l'indépendance du Québec est redevenue la bête noire du capitalisme canadien, la porte d'entrée d'un bouleversement des rapports sociaux tant au Québec qu'au Canada.

En ce moment, à part l'indépendantisme québécois, ni le mouvement syndical, ou populaire ou femme ou étudiant n'est en mesure d'ébranler les colonnes du temple du capitalisme canadien. C'est d'ailleurs pourquoi Ottawa ne lésine pas avec le « séparatisme » au point de s'en servir pour justifier le viol tant des règles référendaires québécoises que des règles élémentaires de la gestion des fonds publics... sur le dos du peuple québécois qu'on fait passer comme un peuple aux mœurs corruptibles et une valise qu'on peut gaver de propagande.

Depuis le libre-échange, les capitaux sortent à la pelle

L'ère libre-échangiste, inaugurée par l'Accord de libre-échange (ALÉ) de 1989 et consolidée par l'ALÉNA en 1994 et l'accord de l'OMC en 1995, a propulsé une offensive majeure de l'impérialisme canadien et québécois. Les sorties de capitaux qui égalaient environ 2% du PIB canadien dans les années 80 équivalent en moyenne \pm 8% depuis 2000.

Quant aux investissements directs, ils s'investissent de plus en plus hors ÉU et se concentre de plus en plus dans le capital bancaire. On pense aux succursales de la Banque Royale à la Babarde et aux Bahamas... sans doute pour mieux servir les touristes canadiens ! Rien à voir avec les paradis fiscaux, bien sûr !

Par contre, la pénétration des capitaux extérieurs au Canada s'est maintenue à un niveau stable mais relativement élevé. Cependant, les placements de portefeuille (achats d'obligations et d'actions en bourse) provenant ailleurs que des ÉU ont proportionnellement baissé par rapport aux investissements directs au Canada, particulièrement étasuniens. Pourquoi ? Suite à l'atteinte du déficit zéro, il n'y a plus besoin d'avoir recours aux capitaux, canadiens et étrangers, pour financer les déficits publics.

Souvenons-nous, qu'à l'échelle du Canada, l'ensemble de ces déficits étaient de 60 milliards \$ en 1993, déficits qui s'étaient convertis en surplus de 30 milliards \$ en 2000, surplus qui ont été ensuite redistribués surtout aux entreprises et aux classes riches et moyennement riches sous forme de baisses d'impôt. C'est cette différence de 90 milliards \$ — appelons-le le déficit social annuel du Canada — équivalent à environ 8% du PIB canadien, qui est rendu disponible à l'impérialisme canadien. Ce n'est donc pas un hasard que les sorties de fonds de l'impérialisme canadien soient aussi, depuis 2000, d'environ 8% du PIB canadien chaque année comme on vient de le voir.

On constate donc la conséquence drastique, au niveau des flux internationaux de capitaux, du tout aussi drastique rétablissement de l'équilibre budgétaire des gouvernements fédéral et provinciaux. Le financement étasunien ne sert plus à financer les déficits budgétaires mais contribue à dégager des capitaux pour l'expansion de l'impérialisme canadien. Mais pourquoi le capitalisme canadien, maintenant libéré de

l'obligation de financer les déficits, laisse-t-il l'impérialisme étasunien pénétrer sa chasse gardée territoriale ?

Le racket de protection étasunien

Plus l'impérialisme canadien gagne en profondeur, en diversité et en extension géographique, plus il a besoin de protection et de capacité d'intervention. Protection et interventionnisme lui sont assurés par l'« ordre » mondial de l'impérialisme étasunien en retour d'un « droit de pénétration » de celui-ci dans le cadre de l'ALÉNA, y compris l'achat d'actions d'entreprises publiques privatisées — pensons au CN ou à Air Canada.

Le marché canadien vaut environ 10% du marché étasunien, ce qui n'est pas négligeable en ces temps de crise surproduction systématique. Le Canada est surtout un incroyable réservoir de ressources naturelles dont les ÉU ont besoin soit pour répondre à des besoins immédiats soit comme réserve stratégique. Les ressources les plus cruciales sont énergétiques — en 2002, le Canada était premier producteur mondial d'hydro-électricité et d'uranium, troisième de gaz naturel, neuvième de pétrole brut — alimentaires — quatrième plus important exportateur de céréales — et une immense réserve d'eau douce — 20% de l'eau douce mondiale (7% de celle renouvelable). Toutes ces richesses pour 0.5% de la population mondiale.

En retour de ce « droit de pénétration », les ÉU protègent les investissements et placements de l'impérialisme canadien, particulièrement importants dans les Amériques, et acceptent sans rechigner, ce qu'ils ne font pas vis-à-vis du Japon et de la Chine, un très important surplus d'exportations de biens et services de la part du Canada — 7% du PIB canadien en 2003 — dont profitent aussi, il est vrai, les filiales étasuniennes installées au Canada. Il faut dire, cependant, que la fragilité de l'économie étasunienne due aux déséquilibres astronomiques de ses comptes budgétaire et extérieur, de même que son isolement politique dû aux déboires de la militarisation de sa politique étrangère forcent les ÉU à ménager son allié canadien.

La rançon de la dépendance

En misant sur le libre-échange à la fin des années 80, le Canada s'en remettait au marché étasunien comme moteur de sa croissance économique. Pourtant, selon l'économiste Pierre Fortin, « *durant les années 90, la performance globale de l'économie canadienne fut la pire depuis la grande dépression [des années 30], et presque la pire des pays industrialisés.* ». Derrière le rideau de fumée de la croissance fulgurante des exportations du Canada vers les ÉU, passées de 17% du PIB en 1988 à 30% en 2002, la croissance de la productivité manufacturière canadienne ne fut qu'à peine plus que le quart de celle des ÉU et du Mexique durant cette période. Encore en 2003, la croissance de la productivité du travail au Canada fut presque nulle alors que celle des ÉU s'accroissait de plus de 4%. Telle est la rançon de la dépendance.

Toute l'ambiguïté de la politique canadienne envers les ÉU s'est cristallisée dans sa position dans la guerre contre l'Iraq : refus diplomatique de participer à la « Coalition of the Willing » tout en étant, dans les faits, le troisième plus important participant à cette guerre après la Grande-Bretagne et l'Australie (direction de la flotte qui protégeait les porte-avions, participation à la planification en Floride et à Doha, présence sur les avions-radar, transport aérien des troupes, fourniture d'armements). Encore récemment, le Canada concédait aux ÉU la constitution d'un super-ministère de la sécurité. En effet, les mesures de sécurité de l'après 11 septembre ont fragilisé l'accès vital au marché étasunien dont l'imposant volume nécessite une grande fluidité des frontières. Ainsi, l'impérialisme étasunien jouit-il d'un outil de pression de plus pour amener le gouvernement canadien à calquer sa politique sécuritaire sur la sienne.

L'asphyxie du développement économique et social

Bien sûr, le revirement brutal de la politique budgétaire et fiscale avait aussi comme raison d'être la mise au pas des travailleurs et travailleuses. En effet, les gouvernements Mulroney et Bourassa n'avaient pas réussi à le faire dans les années 80 aussi bien que la présidence Reagan l'avait fait aux ÉU. C'est d'ailleurs en partie à cause de cet échec qu'Ottawa s'empressa de négocier l'ALÉ avec les ÉU, avec la bénédiction enthousiaste tant du gouvernement Bourassa que du PQ, afin d'utiliser l'argument imparable de la fuite des capitaux contre lequel on ne peut rien faire. Auparavant, cet argument massue n'avait été utilisé en grande que contre le mouvement indépendantiste, lors du « coup de la Brink's » à l'occasion du référendum de 1980. La sortie des capitaux est dorénavant réelle, massive et constante.

Ainsi la nouvelle politique budgétaire et fiscale des gouvernements du Canada libère-t-elle une immense masse de capitaux qui s'empressent d'exploiter les peuples du tiers monde et de piller leurs ressources à moins qu'une forte aide étatique ne les retienne, tels pour Nortel, Bombardier et Quebecor. En retour de la protection de l'armée étasunienne, Ottawa laisse le capital étasunien pénétrer le Québec et le Canada où il détruit des emplois à moins, lui aussi, d'être grassement subventionné, entre autre pour la recherche-développement, tels pour Pratt et Whitney et pour les compagnies pharmaceutiques.

Le résultat pour le développement économique et social du Québec et du Canada est tout à fait prévisible. La création d'emplois — de bons emplois s'entend — est asphyxiée et les dépenses sociales étouffées. Pas de doute, un coup de barre de 180 degrés s'impose. La part québécoise du déficit social annuel canadien de 90 milliards \$ est d'environ 20 milliards \$. Il appartient au mouvement social et politique de le réclamer. C'est ce que fait l'UFP en exigeant du gouvernement du Québec un réinvestissement massif et immédiat de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux.

Marc Bonhomme,
Militant de l'UFP et membre du Conseil scientifique d'Attac-Québec